

# **Mardi 11 octobre**

## **Grève et manifestations !**

Dans toute l'Europe, les gouvernements annoncent une succession de plans d'austérité, pour répondre aux diktats des institutions financières et aux exigences patronales. Sarkozy et Fillon participent activement à ce pillage des populations les plus défavorisées. En Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Pologne, ... un peu partout, grèves et manifestations se multiplient. En France, le 11 octobre, une journée d'action intersyndicale est organisée.

**Des luttes sont menées dans de nombreuses entreprises et dans la Fonction publique**

**Le 27 septembre, l'Éducation était en grève dans tout le pays**

**Le 6 octobre, les retraité-e-s sont dans la rue**

**Le 8 octobre, les chômeurs/ses manifestent...**

## **Il faut unir nos forces, coordonner nos luttes !**

Sud Éducation appelle les personnels à cesser le travail pour dire haut et fort que nous ne voulons toujours pas payer la crise ! SUD Éducation a été à l'initiative d'une intersyndicale nationale, qui n'a pas abouti à un appel commun à la grève. De même, l'Union syndicale Solidaires n'a pu obtenir des autres organisations interprofessionnelles un appel national à faire grève et manifester. L'unité sur la grève se réalisera tout de même dans plusieurs secteurs professionnels et départements.

Le gouvernement enchaîne les « affaires » qui montrent un pouvoir aux abois. Le patronat reprend son crédo habituel « *on ne peut pas payer* » ... tout en accumulant des bénéfices exorbitants et les institutions financières prétendent imposer aux peuples la destruction de tous les services publics.

Nous avons besoin de recréer un rapport de forces, à la hauteur des enjeux. Pour l'Union syndicale Solidaires, le 11 octobre s'inscrit dans cette dynamique. Partout où cela est possible, organisons des assemblées générales et des cortèges unitaires dans les manifestations...

## **Faisons-nous entendre !**

L'accroissement de la dette publique est le produit des cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus aisés et aux entreprises, en particulier les plus grandes. C'est aussi le résultat des mesures prises pour juguler d'une part, la crise financière, dont la population n'est pas responsable, et d'autre part la récession qui s'en est suivie.

**Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime.** Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes, une réforme fiscale radicale et le développement des services publics. Elle exige aussi de mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, de taxer véritablement les revenus du capital, de lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs/trices. Elle exige également la socialisation du système bancaire, la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux en articulant impératifs écologiques et garanties sociales pour les salarié-e-s.

